



STOP A LA CASSE DE L'EDUCATION NATIONALE !

Mobilisons-nous pour nos salaires, pour nos conditions de travail, pour les postes : exigeons la revalorisation et un autre budget pour l'Education !

L'année 2020 qui vient de s'achever a été marquée par la poursuite de la politique du gouvernement de destruction des services publics. L'Education Nationale n'échappe pas à la règle. Le budget adopté par le parlement ne prend pas la mesure de l'augmentation des effectifs, de la situation sanitaire qui impose encore plus que jamais des créations de postes pour faire baisser le nombre d'élèves par classes. Les personnels sont épuisés par des années de dégradation des conditions de travail engendrées par la succession des contre-réformes.

Dans le budget 2021, la nécessaire revalorisation des personnels ne trouve qu'une traduction minimale avec seulement 400 millions d'euros prévus. Seule une minorité de personnels sera concernée par une pseudo revalorisation en excluant les personnels les plus précaires comme les AED ou AESH. Le « Grenelle » du ministre est inacceptable, d'autant plus qu'il vise à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et statuts des enseignants.

Le ministre utilise la situation sanitaire et le « Grenelle » pour poursuivre le démantèlement de l'éducation nationale.

Ainsi, dans l'Académie de Bordeaux, ce ne sont pas moins de **112 postes de supprimés** dans le second degré pour la rentrée 2021. **En Dordogne**, ce sont **7 postes dans le premier degré et 15 dans le second degré** qui le seront. Pour répondre aux besoins d'enseignement et masquer la saignée, le gouvernement fait le choix d'augmenter les Heures supplémentaires, en lieu et place des heures– postes !

Les organisations syndicales FNEC-FP-FO, FSU, CGT Educ'action exigent :

- **La création de postes pour toutes les catégories de personnels**
- **Le dégel du point d'indice, une véritable revalorisation des salaires et des carrières**
- **L'arrêt de la précarité dans l'éducation nationale**
- **Pour le bac : retour à des épreuves terminales et anonymes**
- **La reconnaissance d'un réel statut avec un salaire décent pour les AESH.**
- **Le retrait de Parcoursup' et de la réforme Blanquer des lycées généraux, technologiques, et de la voie professionnelle.**
- **L'arrêt immédiat des mesures du « Grenelle » du ministre Blanquer qui programme la destruction de nos statuts.**

**Tous en grève,
Mardi 26 janvier 2021
Palais de Justice Périgueux 10h30.**